

424,91

Sommaire:

	<u>Page</u>
L'ATTITUDE DU GROUPE CDU/CSU DU BUNDESTAG AU SUJET DE LA QUESTION DES TRAITES AVEC L'EST	1
LES ELECTIONS POLITIQUES EN ITALIE par Arnaldo Ferragni	5
19e REUNION JOINTE CONSEIL DE L'EUROPE-PARLEMENT EUROPEEN	8
LA TROISIEME SESSION DE LA CNUCED A SANTIAGO EST-ELLE UN ECHEC ? par Maurice Dewulf	10

En outre, nous attirons l'attention sur un article de Jacques Mallet sur le thème "FAUT-IL CONDAMNER LA CROISSANCE ?" qui a paru dans le périodique FRANCE FORUM et que nous publions en annexe avec l'autorisation bienveillante de l'éditeur.

Editeur: Groupe démocrate-chrétien du Parlement européen

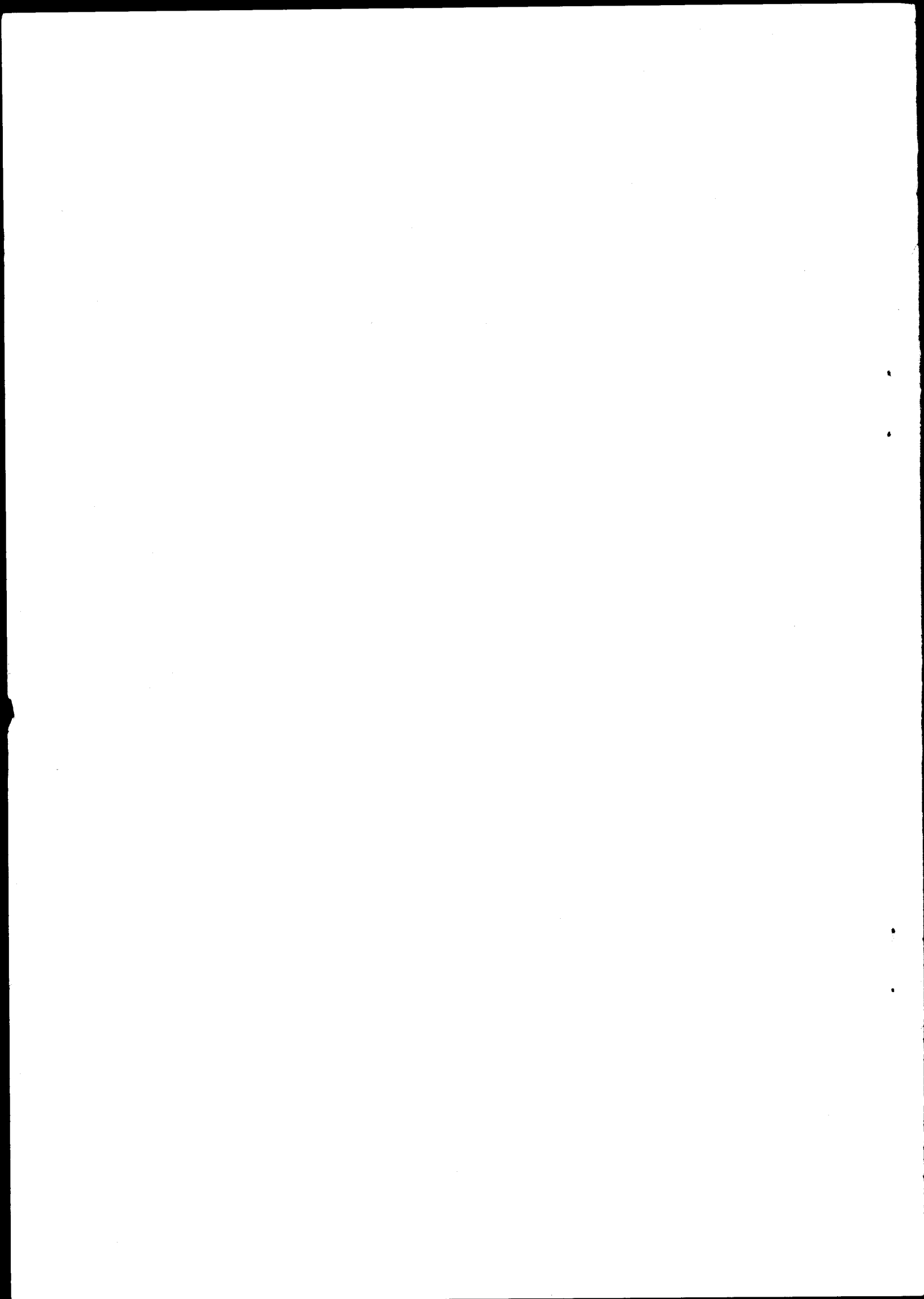
Responsable des articles: Friedrich Fugmann (A l'exception des articles signés, qui engagent la responsabilité de leur auteur)

Adresse: Luxembourg – Centre européen – Plateau du Kirchberg / *Téléphone:* 477.11 / *Télex:* 494 PARLEURO L

Prix de l'abonnement annuel: 100 FB

Banque: Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, n° 1002/9903-8

Publication bimensuelle/Reproduction – avec ou sans indication de source – souhaitée (Prière d'envoyer un exemplaire justificatif)



L'ATTITUDE DU GROUPE CDU/CSU du BUNDESTAG AU SUJET DE LA QUESTION
DES TRAITES AVEC L'EST

Le 17 mai, le Bundestag allemand a ratifié à la majorité simple de 248 voix les traités conclus entre la République fédérale et l'Union soviétique et la Pologne. Le groupe CDU/CSU du Bundestag s'est abstenu presque unanimement pour les deux traités (238 abstentions et 10 non pour le traité avec la Russie et 230 abstentions et 17 non pour le traité avec la Pologne). C'est presque à l'unanimité que le Bundestag allemand a adopté la résolution commune relative aux traités, qui redéfinit le sens de ces traités et l'interprétation qu'il faut en donner du point de vue allemand et qui a été votée sur l'insistance du groupe CDU/CSU. Les résultats du vote montrent que les traités n'auraient pas obtenu de majorité si le CDU/CSU avaient voté non.

Le 19 mai, le Bundesrat a approuvé les traités sans faire usage de son droit de veto, les Länder à gouvernement CDU et CSU s'abstenant. La procédure de ratification parlementaire était ainsi terminée. Ainsi prenait fin la discussion de traités d'une portée internationale et européenne considérable, discussion qui avait donné lieu à une situation sans précédent dans l'histoire parlementaire, à savoir que l'opposition s'était trouvée appelée à décider du fond même de la politique extérieure du gouvernement.

L'opinion mondiale n'a pas toujours interprété correctement la décision du CDU/CSU. Ignorant délibérément les mérites historiques que le CDU/CSU s'est assurés sur le plan de la réconciliation avec l'Est et déniaient toute valeur à la politique d'arrangements pacifiques qu'avaient déjà pratiquée les chanceliers Adenauer, Erhard et Kiesinger, le gouvernement s'est ingénié à ramener à une formule terriblement simpliste les divergences de vues portant sur les traités avec l'Est : qui est pour le traité est pour la paix ; qui est contre le traité est pour une confrontation allant jusqu'à la guerre chaude. La coalition gouvernementale avait en outre vécu dans l'illusion qu'elle pourrait, à elle seule, faire aboutir la nouvelle politique à l'égard de l'Est (Wehner dans le "Spiegel" du 27.1.1970 : "Pour cette politique, nous n'avons pas besoin de l'opposition"). Elle avait négligé le fait que sa politique, controversée dans ses propres rangs, conduirait à des déchirements et à la perte de la majorité

(Voix de la coalition lors de la formation du gouvernement : 254 ; après le vote de la motion de censure constructive et la controverse dont les traités avec l'Est ont fait l'objet : 248 ; majorité des membres du Bundestag allemand : 249).

Le CDU/CSU a fait place avec dignité aux responsabilités politiques qui lui sont échues à la suite de cette évolution de la situation, comme en témoigne le résultat final. Il n'a consenti à ne pas faire échec aux traités avec l'Est en leur opposant un vote négatif que moyennant l'adoption de la résolution commune. Cette résolution définit la position de principe du Parlement allemand sur les questions fondamentales de politique extérieure et sur les traités avec l'Est. Elle stipule que les traités constituent des traités de renoncement à la force et non pas des traités impliquant des modifications de frontières, qu'ils établissent un *modus vivendi* en attendant la conclusion d'un traité de paix sur lequel ils n'anticipent en rien, que la responsabilité des quatre puissances quant à l'ensemble de l'Allemagne subsiste et que les traités ont été conclus sans préjudice du droit à l'autodétermination du peuple allemand. L'opposition a dû se battre avec le gouvernement pour que la résolution du Bundestag allemand soit située sur le plan du droit international et notifiée (Wehner, président du groupe SPD : il ne s'agit que d'un avis du Bundestag allemand et non d'un document du gouvernement fédéral. La question de savoir quelles conclusions on en tire quant aux rapports internes entre le Bundestag et le gouvernement fédéral est une question à part. Une résolution du Bundestag allemand ne relève en rien des relations entre le gouvernement fédéral et d'autres Etats. - Scheel, ministre fédéral des affaires étrangères : il ne faut pas voir dans la résolution un document relevant du contexte d'un traité de droit international en vertu de l'article 31 de la convention de Vienne.

On comprendra la décision du CDU/CSU de s'abstenir si l'on considère qu'en formulant dans la résolution les principes de la politique étrangère et de la politique allemande, on a réglé non pas le différend entre l'Union soviétique et la République fédérale, mais seulement le différend entre la coalition gouvernementale et

l'opposition. La Russie continuera certes d'interpréter les traités autrement que la République fédérale ; cependant, l'acceptation de la résolution par l'Union soviétique signifie que l'on ne pourra jamais reprocher à la République fédérale d'agir au mépris des traités si elle poursuit la politique que les considérations formulées dans la résolution rendent désormais obligatoire pour tout gouvernement fédéral. La question de la signification juridique que la résolution peut avoir par ailleurs pour l'Union soviétique est l'affaire des spécialistes du droit international. L'article 31 de la convention de Vienne (à laquelle la Russie n'a pas adhéré) prévoit que tout traité international doit être interprété en fonction de son contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité ; selon l'article 31, relèvent du contexte du traité tous les documents qui ont été établis par un des partenaires à l'occasion de la conclusion du traité et que l'autre partenaire a acceptés comme des documents concernant le traité. La question de savoir si la réception de la résolution sous une forme ayant force de droit international pourra empêcher l'Union soviétique, en vertu de considérations de loyauté et de bonne foi, de s'en tenir à une interprétation du traité contraire à l'interprétation qu'en donne l'Allemagne pourrait, au besoin, être tranchée par une Cour de justice internationale. Cependant, pratiquement, cette question devra être tranchée par des moyens politiques.

L'importance de la décision du Bundestag allemand pour la politique européenne tient à ce que les membres actuels et futurs de la Communauté et les Alliés du camp occidental sont désormais délivrés d'une incertitude politique qui menaçait de compromettre les progrès sur le plan de la politique européenne. En tout cas, l'action du CDU/CSU a eu pour effet que pour la première fois, l'Union soviétique a pris acte de la "réalité" de la C.E.E., même s'il ne faut pas trop épiloguer sur la signification profonde de cet aveu. L'exemple allemand devrait constituer pour l'Europe libre une mise en garde et un avertissement suffisant pour qu'elle fasse en sorte de constituer un bloc uni à la conférence sur la sécurité et la coopération européenne.

Si la résolution du CDU/CSU a fait la preuve de la cohésion du groupe et du parti, l'avenir reste incertain sur le plan de la politique intérieure. Le gouvernement tentera, par des artifices de

procédure, d'éviter de devoir reconnaître qu'il a perdu la majorité et essaiera de se maintenir au pouvoir sans que le budget ait été approuvé. Il n'est pas prêt non plus - pas encore - à affronter de nouvelles élections, comme la constitution l'imposerait, après rejet d'une question de confiance posée par le chancelier fédéral. Ce serait trop solliciter la "solidarité" avec l'opposition que de demander à celle-ci de l'aider à dissimuler la perte de sa majorité et l'échec de sa politique et de lui demander de consentir à la dissolution du Bundestag allemand selon une procédure étrangère aux règles constitutionnelles.

Les élections politiques en Italie

"La campagne électorale était centrée sur la tentative faite de divers côtés de battre la démocratie chrétienne. Comme il a été déclaré à différentes reprises, on voulait donner de nouvelles dimensions à la démocratie chrétienne tant à gauche qu'à droite. Les résultats infirment ces prévisions et nos adversaires ont ainsi manqué leur but".

C'est en ces termes que s'est exprimé M. Arnaldo Forlani, secrétaire politique de la démocratie chrétienne, après avoir pris connaissance du résultat des élections qui ont eu lieu les 7 et 8 mai dernier dans toute l'Italie pour le renouvellement de la Chambre et du Sénat.

Le lecteur n'a certainement pas oublié dans quelles circonstances le Président de la République a été amené à dissoudre les chambres un an plus tôt que ne le prévoit la constitution, à la suite de la constitution du gouvernement présidé par M. Andreotti et qui n'a pas eu l'appui direct des forces politiques composant la coalition de centre gauche.

La dernière année a été caractérisée par des incertitudes, des situations confuses et des diatribes ainsi que par les divergences d'opinions au sujet de la solution à apporter aux différents problèmes qui se posaient au niveau gouvernemental et parlementaire. Il faut ajouter à cela la situation extérieure au Parlement, c'est-à-dire la situation sociale et économique, devenue presque intolérable, et dommageable au système de production en général. Il n'y avait peut-être pas un seul homme politique qui ne prévoyait une issue électorale négative pour la démocratie chrétienne, au profit des formations de droite et d'extrême gauche. En effet, l'opinion publique, et en particulier la classe moyenne, risquaient d'être attirés par les déclarations de la "droite nationale" qui regroupe le MSI (néo-fasciste) et l'ex-parti monarchique.

D'autre part, sur la gauche, différents regroupements étaient intervenus qui auraient pu gêner grandement tant les partis de la gauche traditionnelle (communistes et socialistes) que l'aile gauche de la ~~démocratie~~ chrétienne.

Les résultats électoraux ont démenti ces prévisions. La démocratie chrétienne a gagné un siège à la Chambre et un siège au Sénat.

Elle a non seulement maintenu ses positions, mais a même obtenu, en chiffres absolus, un nombre de voix qu'elle n'avait jamais atteint jusqu'ici (12.943.675 contre 12.437.848 en 1968 et 12.741.299 en 1948).

On ne peut en dire de même des formations de gauche, qui, globalement, ont subi des pertes tant en pourcentage qu'en nombre de sièges.

Les socialistes, dans leur ensemble, ont perdu un siège à la Chambre, et deux sièges au Sénat. Nous devons souligner que le PSDI a subi des pertes plus grandes que le PSI.

En ce qui concerne le parti communiste, les deux sièges acquis sont compensés par la perte de 23 sièges pour le PSIUP, qui n'est plus représenté au Parlement, et par la perte de 7 sièges au Sénat.

La "Droite nationale" a donc doublé le nombre de ses sièges (passant de 30 à 56 à la Chambre et de 13 à 26 au Sénat). Il convient de souligner toutefois que ces deux forces n'ont pas atteint les chiffres qu'elles avaient à la Chambre en 1953 - (29 + 40), bien que ce fût séparément. Il y a donc une augmentation notable par rapport à 1968, mais qui ne permet pas de déclarer que la droite s'avère déterminante en Italie. Comme on l'a montré, ses gains sont restés dans les limites de 1953.

Pour apprécier les gains de la droite, il faut tenir compte de ce que le parti libéral a perdu 11 sièges à la Chambre et 8 au Sénat.

Différents groupuscules (qui vont du Manifesto au "Movimento popolare dei lavoratori" en passant par le "Partito marxista-leninista") n'ont obtenu, dans aucune circonscription, le pourcentage électoral nécessaire et ne sont donc pas représentés aux Chambres.

Une première appréciation du résultat des élections nous amène à formuler certaines considérations de caractère général :

La démocratie chrétienne reste la principale force de l'éventail politique italien et représente avec les autres partis démocratiques l'élément de stabilité et de direction du processus évolutif du pays.

La "Droite nationale" n'a pu réaliser son rêve de devenir un élément indispensable pour la formation d'un gouvernement avec la démocratie chrétienne qui, d'ailleurs, a déclaré à plusieurs reprises ne pas vouloir collaborer avec elle.

La gauche laïque, c'est-à-dire les républicains, les sociaux-démocrates et des socialistes, demeure une formation indispensable pour la collaboration qu'elle peut offrir aux démocrates-chrétiens, tant au Parlement qu'au gouvernement, à condition que le parti socialiste puisse mieux clarifier ses rapports avec le parti communiste.

Le parti communiste, qui se retrouve avec des forces presque intactes, peut montrer avec satisfaction que les différents groupes constitués à sa gauche n'ont en rien affecté sa cohésion ni l'influence qu'il exerce sur les travailleurs italiens.

Un élément intéressant qu'il convient de souligner est le vote des jeunes. Le pourcentage des voix des jeunes de moins de 25 ans qui sont allées à la démocratie chrétienne s'est accru de 0,8 %.

C'est un élément réconfortant, qui exigerait un examen plus approfondi quant à l'influence que la contestation irrationnelle peut avoir eue parmi les jeunes durant les dernières années.

Les résultats électoraux ont-ils définitivement clarifié le problème des rapports entre les forces politiques démocratiques et celui de leur collaboration pour la formation d'un nouveau programme ?

Au moment où nous rédigeons cet article, rien ne permet de répondre affirmativement à cette question. Toutefois, il n'est pas exact d'affirmer que les élections ont été inutiles en ce sens qu'elles n'ont pas donné d'indications claires sur la possibilité de former un gouvernement centriste impliquant l'exclusion des socialistes, et l'inclusion des libéraux ; différentes formules sont possibles en théorie et deux au moins peuvent, en pratique, être réalisées immédiatement dans l'attente des clarifications ultérieures qui pourraient intervenir à la fin de l'automne après la convocation des assises nationales des partis. Les résultats confirment l'utilité des élections en montrant l'orientation politique stable du peuple italien et sa volonté de progresser en dehors de toute politique aventureuse.

19ème REUNION JOINTE, CONSEIL DE L'EUROPE - PARLEMENT EUROPEEN

Le Conseil de l'Europe et le Parlement européen sont les organes parlementaires européens qui ont le plus marqué de leur empreinte l'histoire de la coopération européenne au cours de l'après-guerre. En dépit de différences fondamentales quant à leurs objectifs, leurs méthodes de travail, leur structure et leur composition, les deux institutions ont éprouvé d'emblée le besoin d'établir des relations entre elles. C'est ainsi que fut organisée, dès 1953 et à l'initiative du Conseil de l'Europe, une réunion jointe annuelle. Le fait que l'initiative émane du Conseil de l'Europe n'a rien d'étonnant, car les onze Etats qui le composent et qui ne sont pas tous membres de la Communauté, étaient intéressés à une possibilité de suivre et d'influencer la politique de la Communauté. Depuis l'élargissement de la Communauté, la situation devient plus délicate pour les sept pays membres du Conseil de l'Europe qui sont restés "à la porte". A cet égard, il faut notamment signaler l'intérêt des avis exprimés par les "neutres" à propos "des effets politiques de l'élargissement de la Communauté économique européenne". Aux yeux de ces pays, l'importance du rôle du Conseil de l'Europe s'accroît nécessairement, comme lien entre la Communauté des Dix et les autres Etats démocratiques d'Europe. On se rend compte que le champ d'action de la Communauté s'élargira et englobera des domaines pour lesquels jusqu'alors seul le Conseil de l'Europe constituait un forum commun. D'autre part, il y a de nombreux domaines dans lesquels l'instauration de nouvelles barrières entre la Communauté et les Etats membres du Conseil de l'Europe n'est ni nécessaire ni souhaitable. C'est le cas pour la plupart des activités "techniques" du Conseil de l'Europe : la protection des droits de l'homme, la science, l'enseignement, la culture, l'aménagement du territoire, la protection de l'environnement, les aspects juridiques et sociaux de la santé publique. Si l'élargissement de la Communauté oblige le Conseil de l'Europe à changer de visage, c'est le cas en tout premier lieu pour la coopération entre le Parlement européen et le Conseil de l'Europe sous sa forme actuelle

de réunions jointes. La 19ème réunion jointe qui a eu lieu le 17 mai 1972 à Strasbourg était peut-être le chant du cygne d'une institution qui, pour avoir donné des résultats satisfaisants, n'en devrait pas moins, en raison des circonstances nouvelles, être révisée à partir de 1973. Il est méritoire que les conservateurs britanniques se soient efforcés de faire partager aux deux Assemblées leurs conceptions des travaux futurs du Parlement européen. Ils ont manifesté très clairement leur attitude favorable à l'égard de l'élection directe des parlementaires européens, seul moyen à leurs yeux de mettre un terme aux inconvénients croissants que présente le cumul des mandats, inconvénients qui posent précisément des problèmes particuliers aux parlementaires britanniques.

Il faut également signaler l'intérêt de la déclaration faite par les conservateurs britanniques à propos de la finalité politique de la Communauté, qui ont confirmé que l'union politique constituait, à leurs yeux, l'objectif final de la Communauté. M. Duncan Sandys, qui se fit l'avocat résolu du renforcement des pouvoirs institutionnels du Parlement européen, a suggéré que dorénavant la Commission soumette ses propositions au Parlement européen avant de les présenter au Conseil - une proposition qui, toutefois, ne donnerait vraisemblablement pas les résultats souhaités par son auteur. Il a réduit à néant toutes les spéculations touchant à l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard du siège du secrétariat politique en réclamant très clairement l'installation de celui-ci à Bruxelles.

Le fait qu'au cours de la semaine même de cette réunion jointe, fut posée la première pierre de la nouvelle Maison de l'Europe - d'après les plans, un projet de construction répondant parfaitement aux critères de l'efficacité et de l'élégance - peut laisser augurer favorablement de l'avenir du Conseil de l'Europe et du Parlement européen élargi.

On peut seulement regretter que la question des relations commerciales entre la Communauté et les membres de l'AELE qui ne désirent pas adhérer à celle-ci n'ait pas été suffisamment examinée, car les négociations qui sont actuellement menées à ce sujet et qui sont sur le point de s'achever portent sur des questions fondamentales pour la future politique de la Communauté.

La troisième session de la CNUCED à Santiago est-elle un échec ?

par Maurice DEWULF^x)

Le rideau est tombé sur la Conférence mondiale des Nations-Unies pour le commerce et le développement qui s'est tenue à Santiago. Il n'y a pas lieu d'applaudir tant est grande la déception et l'amertume. Elle a commencé cependant dans une ambiance encourageante ; le gouvernement chilien avait tout mis en oeuvre pour que la Conférence se déroule sans heurts et pour la rendre attrayante : de beaux bâtiments, un hébergement agréable et une opinion publique sensibilisée à l'événement et accueillante. Dans un discours d'ouverture spirituel, le Président Allende traduisit la position extrême des latino-américains. Mais cette profession de foi socialiste ne pouvait guère dissimuler les faiblesses de sa propre politique intérieure. Sous la gestion du gouvernement Allende, le Chili ne se dirige-t-il pas à grands pas vers une crise économique, financière et politique ?

Mais la crise régnait surtout au sein de la Conférence. Qui-conque a quelque peu suivi les préparatifs dans les différents groupes (OCDE pour l'ouest, COMECON pour l'est, LIMA pour le bloc des "77" et enfin - mais non le moindre - le Conseil des ministres européen), a pu se rendre compte que CNUCED III ne marquerait pas un progrès. La confrontation serait-elle dure ? Le débat général ne fit que confirmer l'indolence des pays riches et une certaine résignation de la part des pays en voie de développement. Les cris d'alarme lancés par Mac Namara, Mansholt, Boersma ou le représentant du Vatican ne pouvaient avoir d'effet que sur le plan moral mais n'ont guère rencontré d'écho dans les hautes sphères de la Conférence. Un dialogue incessant mais stérile s'organisa dans les commissions et les groupes de travail sous l'effet d'un flux d'éloquence diplomatique, d'un dédale de réunions et d'une imposante montagne de rapports, d'études et de documents. Des résolutions furent présentées "en vrac" par le groupe des "77" qui éprouva beaucoup de difficultés à trouver une unanimité en son sein. A ce moment, tous les ténors politiques, ministres et présidents, étaient rentrés chez eux et les délégations ne purent, sur la base d'instructions insuffisantes, sortir la Conférence de l'impasse. Des progrès n'ont été enregistrés que dans des domaines mineurs, telle

l'aide aux 25 pays les plus défavorisés, la promotion des exportations, le régime des assurances, la navigation maritime et les ports, le cacao, etc. Mais les dossiers importants, comme la participation des pays en voie de développement aux grandes négociations du G.A.T. en 1973, la participation et la contribution aux grandes négociations monétaires, la révision des aides financières extérieures, la révision de la structure institutionnelle de la CNUCED, les progrès dans le domaine des produits de base ou des préférences généralisées, n'ont pas trouvé de solution. Les Etats-Unis avaient laissé entendre clairement qu'ils n'étaient pas en mesure, dans les circonstances présentes, de faire la moindre concession. Les Chinois s'en sont tenus à une discrète réserve. Les Russes se sont davantage efforcés de faire obstacle au marché européen que d'offrir des éléments nouveaux aux pays pauvres. L'Europe était représentée par deux porte-parole, ~~MM.~~ Thorn et Mansholt, symboles de la disparité institutionnelle de la Communauté et de son impuissance en 1972 à se présenter comme une unité sur la base d'une politique de développement unique et globale. L'Europe est apparue comme un géant économique dont le développement s'est révélé très fructueux mais qui n'est pas encore en mesure d'assumer une responsabilité mondiale justifiée par l'ampleur de son potentiel. Au cours de la dernière semaine, M. Mansholt, au nom de la Communauté européenne, et le ministre Harmegnies, au nom de la Belgique, se sont rendus "en catastrophe" à Santiago pour y sauver ce qui pouvait encore l'être. Ce fut une tentative louable, mais on ne pouvait plus faire, à ce moment, que des déclarations communes d'intention.

En tant que parlementaire, de parlementaire européen et de responsable du C.V.P. et des démocrates-chrétiens, j'ai tenté pendant tout ce temps, en payant de ma personne, de faire avancer, en tous lieux et dans tous les domaines, des dossiers et surtout des opinions politiques et j'ai informé par télex les responsables compétents de Belgique et d'Europe de la gravité de la situation. Les événements ont, il est vrai, provoqué le retour du ministre Harmegnies pour la Belgique et de M. Mansholt pour la Communauté européenne, mais la foi n'y était plus, à Santiago. La Conférence est un échec pour les progressistes, une confirmation pour les réalistes et, pour tous, une raison de procéder tout de suite et en profondeur à un examen de conscience politique. C'est ce que nous avons laissé entendre depuis Santiago, à la veille de la dernière semaine de la Conférence, dans une déclaration de l'Union mondiale des démocrates-chrétiens, réunis en hâte en cette ville.

Nous avons constaté l'impasse dans laquelle CNUCED III s'était engagée, nous avons lancé un dernier appel à tous les pays et à tous les groupes en vue d'entreprendre une ultime tentative d'accord. Nous demandons surtout à tous les partis de faire immédiatement abstraction du sentiment de frustration qui menace d'envahir tous les esprits progressistes si l'on ne réfreine pas le jugement que la naissance d'une telle situation justifie. Enfin, nous demandons aux démocrates-chrétiens d'organiser une conférence internationale au sommet sur le thème de leur conception de la coopération au développement et d'en tirer les conclusions à temps, avant la conférence au sommet européenne d'octobre prochain. Le succès d'une politique de développement au niveau mondial dépend, en effet, dans une large mesure, de la volonté politique de l'Europe des Dix de faire quelque chose en ce sens.

CNUCED III a pris fin, mais la CNUCED poursuit son oeuvre. Grâce à l'énorme sensibilisation d'une fraction toujours plus large de l'opinion publique, je pense que dans les semaines et les mois à venir nous trouverons des stimulants qui forceront, chez nous et ailleurs, les parlements et les gouvernements à revoir leur position, à adapter leurs structures administratives et politiques afin de poursuivre un dialogue constructif durable avec les pays et les continents en voie de développement, dialogue basé sur une stratégie acceptée de part et d'autre et intégré dans le cadre universel de la CNUCED. La citoyenneté du monde n'est pas un privilège permettant aux techniciens et aux diplomates de ralentir l'évolution, mais le devoir moral de citoyens politiquement engagés.

- x) Maurice DEWULF (Belgique), membre du Groupe DC du PE et membre du Bureau du Groupe DC, membre du Sénat de Belgique, Vice-Président de la Commission des relations avec les pays africains et malgache du PE, a pris part, au nom du gouvernement belge, et en qualité d'observateur, à la 3ème Conférence de la CNUCED

FAUT-IL CONDAMNER LA CROISSANCE ?

par Jacques Mallet (1)

Une lettre de M. Sicco Mansholt au Président de la Commission européenne, M. Malfatti, auquel il vient aujourd'hui de succéder, travestie et tronquée par M. Marchais, a fourni au Parti communiste son principal argument en faveur du "Non" au référendum. Cette péripétie sera sans doute bientôt oubliée. Il reste que M. Mansholt a posé dans ce document très sommaire un problème fondamental : celui des limites de la croissance, celui des finalités du développement économique.

M. Mansholt fonde son analyse sur les conclusions d'un groupe d'experts du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), réalisée à la demande de ce que l'on appelle le "Club de Rome".

Les ordinateurs du M.I.T., en combinant l'évolution prévisible de divers facteurs tels que la population mondiale, la production alimentaire, les ressources énergétiques, la pollution ont abouti en effet à cette conclusion dramatique : une sorte d'effondrement de l'économie mondiale dans moins de cent ans.

CATASTROPHE EN L'AN 2000 ?

Le raisonnement est simple : l'humanité ne pourra pas indéfiniment augmenter sa population de 2% par an et sa production de 5 % ce qui revient à doubler sa population tous les trente ans et sa production tous les quinze ans. Sur la lancée actuelle, nous aboutirions ainsi à des absurdités : 28 milliards d'êtres humains sur notre

(1) Article publié par la revue "France-Forum", n. 115-116, avril-mai 1972, 42 boulevard La Tour-Maubourg, Paris 7.

planète en 2060 (10 fois plus qu'il y a un siècle) ; une production mondiale de 200.000 milliards de dollars, soit 70 fois plus qu'aujourd'hui. Les experts du M.I.T. paraissent fondés à prétendre, sur ces bases, que les ressources alimentaires et en matières premières industrielles seront épuisées bien avant cette date. A supposer qu'elles ne le soient pas, l'expansion aurait été asphyxiée par la pollution des éléments naturels notre "biosphère" n'ayant qu'une capacité limitée pour absorber les déchets de notre abondance.

Certes, les futurologues ne peuvent-ils tout prévoir !... Des innovations technologiques peuvent évidemment modifier les termes du problème. Mais dans l'hypothèse même où l'humanité échapperait à la catastrophe annoncée, quelles seraient les conditions de vie dans le monde de l'an 2000 ? Si se poursuivent les tendances actuelles au même rythme, c'est-à-dire une démographie incontrôlée, à l'échelle mondiale, une industrialisation sauvage, une urbanisation sauvage, ce serait véritablement un monde invivable que celui qui se profile à l'horizon du prochain siècle.

Ces apparentes évidences ne suffisent pas à trancher le débat. Il est facile de répliquer aux partisans de la "croissance zéro" qu'on ne peut après tout répartir que ce qui existe, que les possibilités du progrès social se mesurent au dynamisme de l'expansion et qu'en particulier la qualité de la vie dépend du développement d'équipements collectifs-sociaux, culturels, etc. - qui coûtent fort cher. Peut-on sérieusement penser que les travailleurs accepteraient une réduction de leur niveau de vie en échange d'une amélioration de leurs conditions d'existence ?

L'EXPANSION NECESSAIRE

Il y a quelque chose de choquant à parler de qualité de la vie des hommes qui manquent du nécessaire. Autant vaudrait proposer aux ouvriers spécialisés de découvrir les splendeurs de Jean-Sébastien Bach au lieu et place d'une augmentation de leurs salaires. Tant que des centaines de milliers d'hommes et de femmes seront maintenus dans une

situation sociale à la limite du tolérable, la qualité de la vie ne peut être un substitut au niveau de vie. C'est une vue aristocratique des choses que de prétendre pour ainsi dire fermer la porte du progrès derrière soi, sans se préoccuper de ceux qui attendent de l'autre côté le minimum nécessaire de satisfaction des besoins matériels, auquel ils n'ont pas encore accédé.

A cela s'ajoute une sorte de fatalité du progrès lié au progrès technique, qui suscite d'inévitables et douloureuses mutations. Ces mutations, avec les reconversions sociales qu'elles entraînent, ne peuvent être supportées et acceptées que dans un climat général d'expansion, créatrice d'emplois nouveaux.

Enfin, s'il est vrai que l'expansion rapide conduit à l'aggravation des déséquilibres économiques et sociaux entre les régions et les pays, on ne pourra dégager les flux financiers nécessaires notamment au développement des régions les plus pauvres et du Tiers-Monde qu'à la condition d'assurer, par le développement industriel, la collecte de ressources indispensables à une telle action.

Ces critiques sont très fortes. Elles n'apparaissent pas, elles non plus, déterminantes. Ce qui fait la force du raisonnement des experts du M.I.T., c'est en effet l'accélération des risques de la croissance ; elle ne peut manquer à terme de limiter la croissance elle-même. Dans la présentation du texte français de l'ouvrage publié par les futurologues américains, les limites de la croissance, - l'ouvrage paraîtra en France au mois de mai - M. Robert Lattes souligne le caractère "exponentiel" de l'évolution en cours. Toute l'affaire se résume en cette histoire chinoise d'un vieux paysan qui aimait le soir au soleil couchant admirer un petit lac bleu, orné de quelques nénuphars : "Un nénuphar sur un étang double sa surface tous les jours. Sachant qu'il lui faut trente jours, pour couvrir tout l'étang - étouffant alors toute forme de vie aquatique - quand en aura-t-il couvert la moitié, dernière limite pour agir ? Enfant, la réponse, pourtant évidente - le 29e jour - nous troublait. Cette récréation illustre un phénomène mathématique

fondamental : la croissance exponentielle dans un domaine fini. Fondamental parce qu'il en va ainsi de toutes les formes de croissance, notamment économique et démographique, sur notre planète. Mais qui deviendra dramatique si l'on ne remet pas en cause l'hypothèse aveuglément admise d'une possibilité de croissance illimitée".

VERS UN NOUVEAU MODELE DE CROISSANCE

"L'ère du monde fini commence", s'écriait Paul Valéry au début de ce siècle. Nous y sommes. Et nous approchons du moment où il sera trop tard pour agir. Les progrès de la pollution, la destruction des ressources naturelles, et plus généralement la rupture de l'équilibre entre l'homme et son milieu, risquent d'aboutir à des conséquences irréparables avant la fin du siècle. Un seul exemple : le commandant Cousteau a souligné qu'il avait constaté dans tous les océans une réduction de moitié de l'intensité de la vie en moins de vingt ans. Les limites de la croissance, un fait parmi bien d'autres les met en évidence : dans la course au progrès on construit aujourd'hui des pétroliers de 500.000 tonnes. Qu'arriverait-il si l'un de ces navires monstrueux venait à s'échouer, au cours d'une tempête en Méditerranée, comme le "Torrey Canyon" au large de l'Irlande ? Toute la Méditerranée serait empoisonnée.

Mais ce qui est en cause, en réalité, c'est moins le taux de croissance que le type de croissance. Il n'y a pas bien longtemps, une partie du grand patronat français plaidait en faveur d'une expansion à la japonaise de 8 % par an. Le Parti communiste a rejoint curieusement dans sa campagne contre Mansholt les partisans de cette expansion sauvage. Et le "technocrate" Mansholt a rejoint non moins curieusement les contestataires de mai 1968 et les arguments des "gauchistes" contre une société uniquement soucieuse de progrès matériel, incapable de donner un sens à la vie.

Ce qu'il nous faut inventer aujourd'hui, c'est un nouveau modèle de développement économique et social qui permette de concilier l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des conditions d'existence, et l'élévation de la qualité de la vie. Au fur et à mesure que se développe le bien-être matériel, le bonheur des hommes dépendra de plus en plus de la satisfaction de nouveaux besoins qui sont aujourd'hui sacrifiés, et cela aussi bien dans les économies dites "capitalistes" que dans les économies dites "socialistes".

Il est vrai au surplus qu'une expansion rapide conduise nécessairement à ces nouveaux progrès, par la croissance des équipements collectifs. L'expérience des pays de la Communauté européenne, et particulièrement de la France, au cours de ces dernières années, démontre le contraire : la plupart de ces pays, et spécialement le nôtre, ont sacrifié les équipements collectifs parce qu'ils n'ont pu maintenir un taux d'expansion rapide de l'ordre de 5 % qu'au prix de l'inflation. Et lorsque l'inflation sévit, comme aucun gouvernement n'a le courage de réduire la consommation privée, notamment par une augmentation de la fiscalité, on taille dans les dépenses les plus aisément compressibles, qui sont précisément les équipements collectifs d'une part, l'aide au Tiers-Monde d'autre part.

Il est donc nécessaire de limiter, et dans la mesure du possible de supprimer, les effets nuisibles sur l'environnement des progrès techniques et plus généralement de l'activité économique et sociale, en évitant que la lutte contre la pollution ne se transforme en lutte contre la croissance économique et contre le progrès en général. Il est nécessaire de préserver les ressources naturelles qui constituent déjà ou risquent de devenir des biens rares, voire destructibles, en veillant à l'équilibre des systèmes écologiques et à la protection de la biosphère. Il est nécessaire d'aménager les espaces pour lutter en particulier contre les conséquences de la concentration croissante des populations dans les villes. Il est nécessaire enfin d'orienter les progrès futurs, le cas échéant d'en provoquer de nouveaux pour répondre aux besoins réels de l'homme, exprimés non plus seulement en termes quantitatifs mais qualitatifs.

Mais il faut bien voir ce qu'exige la mise en oeuvre d'une telle politique. Elle suppose d'abord que soit donnée une réponse claire à ces deux questions fondamentales : qui paiera ? qui décidera ?

Un développement économique qui s'accompagne de la protection de l'environnement et de l'amélioration de la qualité de la vie coûtera inévitablement plus cher. On répondra certes : "les pollueurs seront les payeurs". Mais il est vain de se le dissimuler : une nouvelle organisation de la production, "propre et recyclée", ne peut manquer d'accroître les prix de revient des produits écoulés sur le marché, dans des proportions notables. Il faudra donc que les consommateurs acceptent de payer ces produits plus cher. En second lieu, les équipements collectifs qu'exige l'amélioration de la qualité de la vie supposent une modération relative dans l'accroissement des revenus et des salaires directs. Il faudra donc que les travailleurs acceptent de payer ce prix pour vivre mieux et pour atteindre, au-delà du "produit national brut", ce que M. Mansholt après le Professeur Tinbergen a appelé "le bonheur national brut".

On peut se demander si ce nouveau type de croissance n'entraînera pas à terme de profonds changements dans notre système économique néo-capitaliste (comme d'ailleurs dans les systèmes socialistes des pays de l'Est).

C'est un fait actuellement que la protection de la nature coûte tandis que la destruction de la nature rapporte. Notre ami, Philippe Saint-Marc, l'a lumineusement démontré dans son livre courageux "Socialisation de la nature". Pour maîtriser et réorienter la croissance, dans le cadre d'une planification plus rigoureuse en donnant progressivement une priorité aux équipements collectifs sur la consommation privée, il ne faudra rien moins qu'une révolution dans les structures et dans les esprits. Dans cette affaire, nous sommes tous complices, nous sommes tous des assassins.

UNE NOUVELLE TACHE POUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Qui décidera ? Il est évident que la mise en oeuvre de ces mesures nouvelles ne peut aller sans une concertation étroite entre les pouvoirs publics, les représentants de l'industrie, des syndicats ouvriers, des régions, etc... Il est non moins clair qu'un tel problème ne peut recevoir de solution nationale, non seulement parce que la pollution n'a pas de frontières, mais parce que la lutte contre la pollution coûte si cher qu'un pays qui s'engagerait seul dans cette voie handicaperait gravement son économie dans la concurrence internationale. Ce que ne peut faire la France seule, aujourd'hui, la Communauté européenne élargie pourra le faire demain : par la définition de normes communes et par l'engagement d'actions communes, par exemple, pour lutter contre la pollution du Rhin ou des rivages marins, et surtout parce que son poids, son pouvoir de négociation lui permettront d'entraîner dans son sillage les autres puissances industrielles en les menaçant de mesures protectionnistes s'ils ne consentaient les mêmes efforts. Voilà un domaine où le leadership est tombé des mains des Etats-Unis, les plus conscients peut-être de ce problème, mais peut-être trop tard. C'est à l'Europe qu'il appartient de proposer au monde ce nouveau modèle de croissance qu'imposent les périls de l'an 2000.

Ainsi que le soulignait justement la Commission européenne, dans son premier memorandum **sur** l'environnement, le 22 juillet : "Plus que la recherche d'un simple compromis entre politique de croissance économique et meilleur environnement, c'est en effet vers l'adoption d'une nouvelle attitude que la Communauté et ses Etats membres doivent désormais orienter leurs efforts : envisager davantage les aspects qualitatifs que quantitatifs du progrès technologique, tenir compte du coût social de la dégradation de l'environnement, intégrer les facteurs écologiques dans les programmes et les décisions économiques, accepter les sacrifices financiers nécessaires à la lutte contre la pollution et l'aménagement des cadres de vie, adapter les institutions actuelles de manière à leur permettre d'aborder et de résoudre ces problèmes qui débordent souvent le cadre politique et économique traditionnel.

Dans une société de plus en plus peuplée, urbanisée et industrialisée, l'environnement ne peut plus être seulement pensé comme un milieu extérieur dont on subit les atteintes et les agressions, mais comme une donnée indissociable de l'organisation et de la promotion du progrès humain. Véritable devoir de civilisation, la protection et l'amélioration de l'environnement doivent désormais représenter une tâche essentielle de la Communauté européenne".

Il ne fait pas de doute en effet que la discussion ouverte par M. Mansholt est en réalité le grand débat de notre époque. Il soulève certains aspects d'un problème beaucoup plus vaste et dont dépend sinon la survie de l'humanité, du moins celle de la civilisation occidentale.

Il ne fait pas de doute également que la Communauté élargie aura davantage d'autorité pour prendre de grandes initiatives dans ce domaine au cours des années prochaines, si des progrès réels sont accomplis dans la voie du renforcement institutionnel et de l'union politique.

Jacques Mallet

